



Service environnement et sous-produits animaux

ANGERS, le 10/11/2023

Cité Administrative - 49047 ANGERS Cedex 01

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BERTIN JérémY

Folle Ville

SOEURDRES

49330 LES HAUTS-D'ANJOU

Références : 2023_10_17 Rapport Inspection BERTIN Jeremy

Code AIOT : 0054902174

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2023 dans l'établissement BERTIN JérémY implanté Folle Ville - SOEURDRES - 49330 LES HAUTS-D'ANJOU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contrôle au titre des installations classées ciblé sur le respect des émissions d'ammoniac et sur les mesures de gestion quantitative de l'eau

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BERTIN JérémY
- Folle Ville - SOEURDRES - 49330 LES HAUTS-D'ANJOU
- Code AIOT : 0054902174
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

Élevage de volailles de chair

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Installations électriques et techniques - Plans - FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Site de traitement spécialisé	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
12	Émissions résultant de l'ensemble du processus de production	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
13	Surveillance des émissions et des paramètres de procédé	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
14	Surveillance des émissions et des paramètres de procédé	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
15	Émissions d'ammoniac provenant des bâtiments d'hébergement de volailles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Intégration dans le paysage et propreté	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	/	Sans objet
3	Propreté – Insectes – Rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	/	Sans objet
7	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 17	/	Sans objet
8	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 18	/	Sans objet
10	Utilisation rationnelle de l'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42	/	Sans objet
11	Émissions dues aux eaux résiduaires	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Porter à la connaissance du Préfet de Maine et Loire, les modifications apportées au plan de masse joint à la demande d'autorisation.
- Réaliser avant le 31/03/2024, la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et de déchets pour l'année 2023.
- Remettre en conformité l'anomalie majeure relevée lors du dernier contrôle électrique.
- Mettre sur rétention les produits dangereux présents dans l'atelier.
- Mettre à jour le contrat de reprise des effluents d'élevage.
- Apporter des mesures correctives aux différentes non-conformités relevées sur les moyens de lutte contre l'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
Constats : - L'installation a fait l'objet d'un arrêté d'autorisation le 2/05/2016 pour une capacité de 118 800 volailles. Les effectifs présents lors du contrôle sont de 46 980 animaux. La capacité maximale de l'installation est respectée. - Le jour du contrôle, il a été constaté la création de l'habitation de l'exploitant à proximité des poulaillers P3 et P4, la création d'un plan d'eau en lieu et place de la réserve incendie de 240 m ³ prévue initialement dans le projet, ainsi qu'une modification au niveau du bâtiment situé au nord des mêmes poulaillers (création de 2 fumières au lieu d'une), non présents sur le plan de masse joint à l'arrêté d'autorisation du 2/05/2016. Il en est de même concernant les citernes de gaz des bâtiments P1 et P2 non présentes sur le plan de masse.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Intégration dans le paysage et propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
Constats : L'entretien des abords de l'installation est satisfaisant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Propreté – Insectes – Rongeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
Constats : La dératisation est assurée par la société CTH.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à

200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
 - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
 - le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
 - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;
- ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Constats :

- Le jour du contrôle, il a été constaté la présence d'extincteurs portatifs contrôlés régulièrement par la société Anjou Bretagne Sécurité Incendie. Je vous rappelle que les moyens de défense interne doivent être adaptés aux risques à défendre (extincteurs au dioxyde de carbone à proximité des armoires/locaux électriques, et extincteur à poudre polyvalente à proximité des stockages de fioul/gaz).
- Aucun extincteur n'est présent à proximité du stockage GNR et du groupe électrogène de secours des bâtiments P1 et P2.
- La défense externe contre l'incendie est assurée par 2 plans d'eau. La végétation présente autour de la réserve à incendie des bâtiments P1 et P2 ne permet pas une accessibilité aisée au point d'eau (remarque déjà formulée lors du contrôle réalisé en 2019). De plus, aucune signalétique n'est mise en place pour indiquer l'accès au service de secours en cas de besoin.
- Les vannes de barrage gaz sont installées à l'entrée des bâtiments et correctement identifiées.
- Les consignes sont présentes dans les sas sanitaires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.

Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
Constats : Le dernier contrôle des installations électriques a été réalisé par la société APAVE le 6/10/2023. Je vous rappelle que ce contrôle est à réaliser tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. De plus, les anomalies constatées lors de ces contrôles doivent faire l'objet d'une remise en conformité <i>a posteriori</i> .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.</p> <p>Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le stockage du GNR présent au niveau du site est en rétention. - Les produits dangereux présents au niveau de l'atelier ne sont pas en rétention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 17
Thème(s) : Élevage, Prélèvements et consommation d'eau
Prescription contrôlée : Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation. Le prélèvement, lorsqu'il se situe dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L.211-2 du Code de l'environnement, est conforme aux mesures de répartition applicables. Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation. Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.
Constats : - L'alimentation en eau du site est assurée intégralement par le réseau d'eau public. - Lors du contrôle, l'exploitant a présenté des factures d'eau permettant de justifier le respect des niveaux de prélèvements de son arrêté d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 18
Thème(s) : Élevage, Prélèvements et consommation d'eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.
Constats : L'installation dispose de deux compteurs volumétriques répartis par groupe de bâtiments (un compteur pour les bâtiments P1 et P2 et un autre pour les bâtiments P3 et P4) permettant d'avoir un suivi de la consommation d'eau.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Site de traitement spécialisé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : Les effluents d'élevage provenant des activités d'élevage de l'exploitation peuvent, totalement ou en partie, être traités sur une installation enregistrée, autorisée ou déclarée au titre d'un traitement spécialisé conformément au titre Ier du livre II, ou du titre Ier du livre V du code de l'environnement. Le cas échéant, l'exploitant tient à la disposition de « l'inspection de l'environnement, spécialité » installations classées le relevé des quantités livrées et la date de livraison.
Constats : - Le jour du contrôle, l'exploitant a justifié l'exportation de la totalité de ses effluents d'élevage par la présentation d'un contrat de reprise daté du 5/10/2019 avec l'EURL MANCEAU ENVIRONNEMENT (entreprise déclarée au titre des installations classées) et d'un récapitulatif des effluents exportés du 9/02/2023 au 13/09/2023. - Le volume de reprise mentionné dans le contrat (750 tonnes) n'est pas représentatif des volumes réels exportés (920,50 tonnes exportées entre le 9/02/2023 et le 13/09/2023). Un nouveau contrat de reprise d'effluents doit être établi afin de prendre en compte les volumes réels exportés.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Utilisation rationnelle de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42
Thème(s) : Élevage, Utilisation rationnelle de l'eau
<p>Prescription contrôlée : Article 42 : ... L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.</p> <p>Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017 :</p> <p>MTD 5 : Afin d'utiliser l'eau de façon rationnelle, la MTD consiste à appliquer une combinaison des techniques ci-dessous.</p> <p>a- Tenir un registre de la consommation d'eau.</p> <p>b- Détecter et réparer les fuites.</p> <p>c- Utiliser des dispositifs de nettoyage à haute pression pour le nettoyage des hébergements et des équipements.</p> <p>d- Choisir des équipements appropriés (par exemple abreuvoirs à rétine, abreuvoirs siphoniques, bacs à eau), spécifiquement adaptés à la catégorie animale considérée et garantissant l'accès à l'eau (ad libitum).</p> <p>e- Vérifier et, si nécessaire, adapter régulièrement le réglage de l'équipement de distribution d'eau.</p> <p>f- Réutiliser les eaux pluviales non polluées pour le nettoyage.</p> <p>Constats : La combinaison des techniques validées dans le dossier de réexamen est respectée au regard de la MTD 5.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Émissions dues aux eaux résiduelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42
Thème(s) : Élevage, Émissions dues aux eaux résiduelles
<p>Prescription contrôlée : Réduction de la production des eaux résiduelles – MTD 6</p> <p>a- Maintenir les surfaces souillées de la cour aussi réduite que possible.</p> <p>b- Limiter le plus possible l'utilisation d'eau.</p> <p>c- Séparer les eaux de pluie non contaminées des flux d'eaux résiduelles nécessitant un traitement.</p> <p>Réduction des rejets d'eaux résiduelles dans l'eau – MTD 7</p> <p>a- Évacuer les eaux résiduelles dans un conteneur réservé à cet effet ou dans une fosse à lisier.</p> <p>b- Traiter les eaux résiduelles.</p> <p>c- Épandage des eaux résiduelles, par exemple au moyen d'un système d'irrigation tel qu'un dispositif d'aspersion, un pulvérisateur va-et-vient, une tonne à lisier, un injecteur ombilical.</p> <p>Constats : La combinaison des techniques validées dans le dossier de réexamen est respectée au regard des MTD 6 et 7.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Émissions résultant de l'ensemble du processus de production

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42
Thème(s) : Élevage, Émissions résultant de l'ensemble du processus de production
Prescription contrôlée : Article 42 : ... L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés. Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017 : MTD 23 : Afin de réduire les émissions d'ammoniac du processus de production global de l'élevage de porcin (truies comprises) ou de l'élevage de volailles, la MTD consiste à estimer ou calculer la réduction globale des émissions d'ammoniac obtenue sur l'ensemble du processus de production, par l'application des MTD mises en œuvre dans l'installation d'élevage.
Constats : La déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et de déchets n'a pas été réalisée pour l'année 2022. Je vous rappelle que cette déclaration doit être accompagnée des bilans réels simplifiés (BRS) permettant de vérifier la conformité aux MTD 3 et 4 (niveau d'excrétion des animaux), et de déterminer vos émissions polluantes avec les valeurs spécifiques de votre élevage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Surveillance des émissions et des paramètres de procédé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42
Thème(s) : Élevage, Surveillance des émissions et des paramètres de procédé
Prescription contrôlée : Article 42 : ... L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés. Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017 : MTD 24. La MTD consiste à surveiller, par une des techniques suivantes et au moins à la fréquence indiquée, l'azote total et le phosphore total excrétés dans les effluents d'élevage. a- Technique : Calcul, au moyen d'un bilan massique de l'azote et du phosphore basé sur la prise alimentaire, la teneur en protéines brutes du régime alimentaire, le phosphore total et les performances des animaux. Fréquence : Une fois par an, pour chaque catégorie d'animaux Applicabilité : Applicable d'une manière générale
Constats : La déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et de déchets n'a pas été réalisée pour l'année 2022. Je vous rappelle que cette déclaration doit être accompagnée des bilans réels simplifiés (BRS) permettant de vérifier la conformité aux MTD 3 et 4 (niveau d'excrétion des animaux), et de déterminer vos émissions polluantes avec les valeurs spécifiques de votre élevage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Surveillance des émissions et des paramètres de procédé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42
Thème(s) : Élevage, Surveillance des émissions et des paramètres de procédé
Prescription contrôlée : Article 42 : ... L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés. Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017 : MTD 25. La MTD consiste à surveiller les émissions atmosphériques d'ammoniac par une des techniques suivantes, au moins à la fréquence indiquée : a- Technique : Estimation au moyen d'un bilan massique basé sur l'excrétion et sur l'azote (ou l'azote ammoniacal) total présent à chaque étape de la gestion des effluents d'élevage Fréquence : Une fois par an, pour chaque catégorie d'animaux Applicabilité : Applicable d'une manière générale
Constats : La déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et de déchets n'a pas été réalisée pour l'année 2022. Je vous rappelle que cette déclaration doit être accompagnée des bilans réels simplifiés (BRS) permettant de vérifier la conformité aux MTD 3 et 4 (niveau d'excrétion des animaux), et de déterminer vos émissions polluantes avec les valeurs spécifiques de votre élevage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Émissions d'ammoniac provenant des bâtiments d'hébergement de volailles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42
Thème(s) : Élevage, Émissions d'ammoniac provenant des bâtiments d'hébergement de volailles
Prescription contrôlée : Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017 : Voir NEA MTD pour les émissions atmosphériques d'ammoniac par emplacement et par an correspondant au type de volaille élevé (tableaux 3.1 et 3.2)
Constats : La déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et de déchets n'a pas été réalisée pour l'année 2022. Je vous rappelle que cette déclaration doit être accompagnée des bilans réels simplifiés (BRS) permettant de vérifier la conformité aux MTD 3 et 4 (niveau d'excrétion des animaux), et de déterminer vos émissions polluantes avec les valeurs spécifiques de votre élevage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois